



Après l'argent fou, l'argent responsable

Le World Forum Lille, qui a ouvert ses portes hier, a pour objectif de présenter des modèles de bonnes pratiques en France et dans le monde.

PAR SÉVERINE SOLLIER,
à Lille

Le sujet tombe à pic. Après les excès de la spéculation, des bonus géants, des crédits immobiliers « subprimes », beaucoup cherchent à redonner du sens à une économie de marché qui a perdu ses repères. Logique préoccupation de l'après-crise, le thème de « l'argent responsable », choisi pour la troisième édition du World Forum Lille, suscite l'intérêt. Plus de 4.000 participants assistent aux réflexions et témoignages internationaux qui se succèdent à un rythme effréné depuis hier et jusqu'à demain samedi, dans la capitale du Nord. De 8 heures du matin à 8 heures du soir, des chefs d'entreprise, des banquiers, des universitaires, des associations du monde entier interviennent sur des sujets aussi variés que la juste

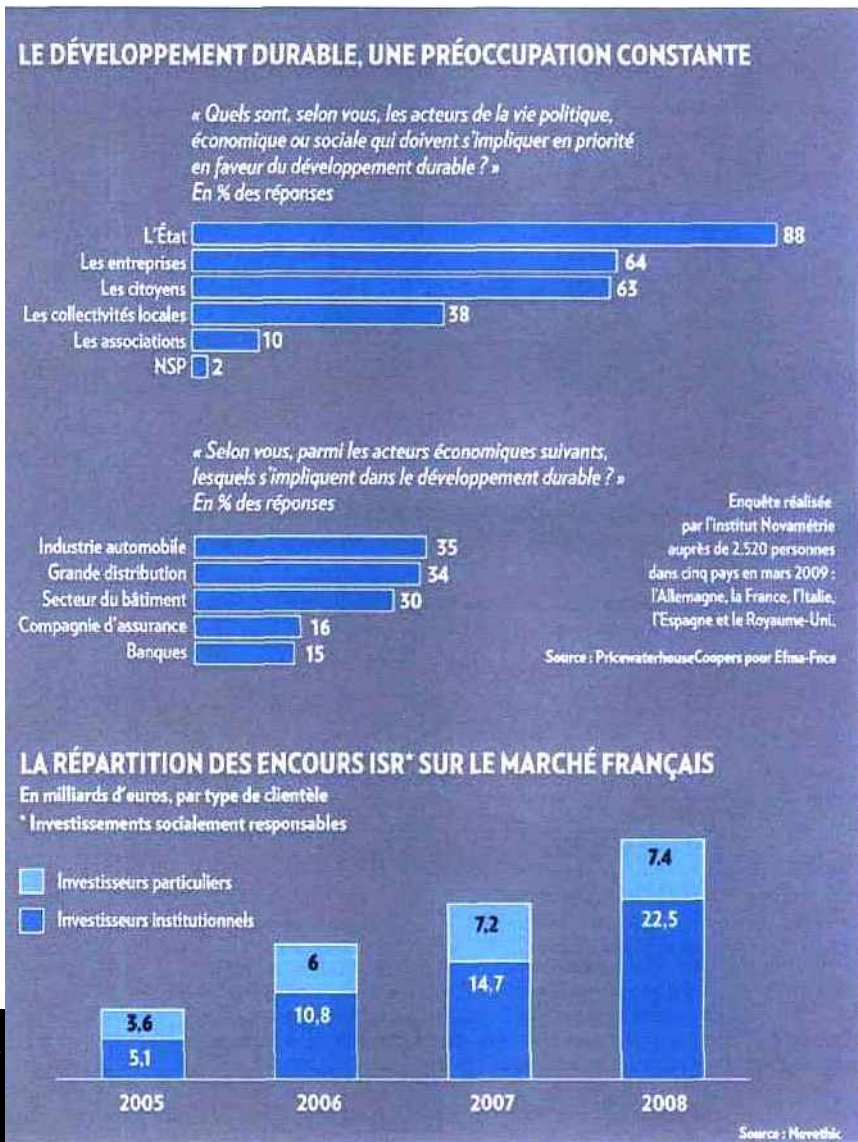
rémunération des dirigeants et des salariés, la microfinance, l'épargne solidaire, le bon usage des fonds souverains, l'argent du CO₂, ou le principe de payer pour polluer, les valeurs humanistes dans le business financier, les petits porteurs et, bien sûr, l'argent des banques...

L'objectif n'est pas de théoriser mais de procéder par l'exemple. « Il existe des pratiques meilleures que d'autres. Nous voulons présenter des modèles afin que chacun puisse suivre celui de son choix », explique Philippe Vasseur, le président du World Forum Lille. À l'initiative de ce Davos de l'économie responsable, cet ancien ministre du gouvernement Juppé entre 1995 et 1997, qui a quitté la politique en 2000 pour prendre la présidence de la banque mutualiste Crédit Mutuel Nord Europe, s'est investi dans une associa-

tion d'entreprises du nord de la France baptisée Réseau Alliances, dont il a pris la tête. Forte de près de 180 sociétés adhérentes, dont des groupes comme Auchan, Bonduelle, Leroy Merlin, 3 Suisses ou La Mondiale, sa vocation est « d'accompagner les entreprises pour qu'elles améliorent leurs performances tout en respectant l'Homme et l'Environnement ». Pour promouvoir cette démarche d'entreprise citoyenne, Philippe Vasseur a eu

l'idée de cette rencontre annuelle qui privilégie les échanges d'expériences et le brassage des cultures puisque seulement 20 % des intervenants sont français. La première édition en 2007 portait sur la diversité et l'égalité des chances dans l'emploi, puis la gestion de ressources naturelles et l'environnement en 2008. Quant à l'argent responsable, c'est un choix décidé il y a plus

ENTRE-PRISES ET BANQUES ONT LE DEVOIR D'AGIR POUR UNE ÉCONOMIE ET UNE FINANCE PLUS RESPONSABLE.



de trois ans qui se révèle prémonitoire, un an après la faillite de la banque américaine Lehman Brothers.

■ URGENCE

L'idée qu'entreprises et banques — lesquelles sont en première ligne — ont le devoir d'agir pour une économie et une finance plus responsable fait son chemin dans l'opinion publique. Les Français manifestent une véritable attente sur ce sujet : 83 % se disent de façon générale sensibles aux enjeux du développement durable et, plus spécifiquement, 46 % se déclarent sensibles aux initiatives environnementales et sociales entreprises par leur banque, selon une étude du

cabinet PricewaterhouseCoopers, publiée fin octobre. Selon cette étude, « l'image durable » évaluée selon quatre critères (action en faveur du développement durable, respect des obligations environnementales, engagement de bonne conduite, recyclage) du secteur bancaire est néanmoins assez médiocre aussi bien en France et en Grande-Bretagne qu'en Italie ou en Allemagne,

alors que celle des secteurs de l'automobile, de la grande distribution et même du bâtiment est bien meilleure. Pour redorer leur blason, les institutions financières qui font figure de fauteurs de crise ont encore du travail. En s'ouvrant par une conférence intitulée « Comment faire émerger la conscience d'un nouveau monde », le World Forum Lille invite à une grande ambition. ■

LES INITIATIVES SE MULTIPLIENT DANS LE SECTEUR DE LA FINANCE

L'Écureuil affiche l'éthique de ses produits

MACIF ET MAIF se préparent à suivre le mouvement.

LA CAISSE D'ÉPARGNE a lancé en juin 2008 un système novateur d'« étiquetage éthique » qui évalue les produits financiers selon trois critères d'impact sociétal, notés de 1 à 5. Le critère « climat » mesure l'empreinte carbone des activités financées, à l'instar de l'étiquette carbone que le Grenelle de l'environnement a prévu de généraliser dans la grande distribution d'ici à 2010. La « responsabilité » reflète l'impact extra-financier des activités financées, mais aussi les caractéristiques du produit (présence d'un mécanisme de solidarité) et de sa commercialisation (politique d'achats « verte »). Enfin, le critère « sécurité » indique le niveau de risque financier encouru par le client.

L'Écureuil étiquette ainsi ses livrets bancaires et certains OPCVM et assurances-vie (70 % de l'encours d'épargne est couvert). Avec la Macif et la Maif, qui se sont associées à cette démarche, elle a créé en mai l'Association pour la transparence et l'étiquetage des

produits financiers. À l'initiative du projet début 2007, le cabinet Utopies est chargé de mener les travaux de recherche pour le compte de l'association. « Nous prévoyons de publier la méthodologie pour les produits d'assurance automobile à la fin de l'année, avec une déclinaison pour les multirisques habitation en 2010 », annonce son directeur général Stanislas Dupré.

Plus compliquée à mettre en œuvre, la méthodologie sur les crédits visera à évaluer leur influence sur les choix d'investissement ou de consommation du souscripteur (incitation à acheter vert, prévention du surendettement, accessibilité aux publics vulnérables...). « Concernant le déploiement au sein des Caisses d'épargne [qui se sont rapprochées des Banques Populaires cet été pour former le groupe BPCE, Ndlr] Le rythme d'avancement du projet dépendra de l'intérêt qu'y portera la nouvelle direction », conclut Stanislas Dupré.

BENJAMIN JULLIEN

L'ÉCUREUIL A CRÉÉ EN MAI L'ASSOCIATION POUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTIQUETAGE DES PRODUITS FINANCIERS.

Les fonds ISR courtisent les particuliers

« Come on retail investors ! » titrait Lipper dans une étude récente. L'intérêt d'investir dans des fonds dits ISR (investissements socialement responsables) est en constante croissance, mais ce marché reste dominé par les institutionnels. Si les particuliers se disent favorables à ce type de produits, ils ont encore du mal à joindre l'acte à la parole. En France, leur part est passée d'un tiers à un quart en 2008, alors que celle des institutionnels augmentait de 54 %. Pour promouvoir ces produits auprès des particuliers en France, et ailleurs, une plus grande transparence et simplicité dans l'offre sont nécessaires. Ainsi, Novethic vient de lancer des labels. L'Orse a publié un guide des bonnes pratiques et l'Association française de la gestion financière lancera le 10 décembre son nouveau code de transparence des fonds ISR destinés au grand public. Enfin, certains n'hésitent pas à évoquer des incitations fiscales pour attirer les investisseurs.

Crédit responsable : les professionnels se rachètent une image

Le crédit à la consommation n'a pas bonne réputation en France. Alors que les acteurs français du secteur sont leaders européens et que les Français sont finalement de maigres consommateurs de crédit à la consommation comparés à leurs voisins britanniques ou aux citoyens américains, ce produit est souvent rendu responsable du surendettement dans l'Hexagone. C'est pour contrer cette image que Cetelem (groupe BNP Paribas) a lancé le site Internet Moncreditresponsable.com accompagné d'une campagne de publicité en octobre. Site « 100 % conseil et non commercial », il se veut un service pédagogique (par exemple, apprendre à gérer son budget ou savoir que faire en cas de difficultés). Il met à disposition une équipe de conseillers en précisant que c'est « sans aucune vocation commerciale ». Cetelem y rappelle aussi son premier engagement, « lutter contre le surendettement ».

Assurance et crédit pour les « sans argent »

Le modèle prouve son EFFICACITÉ ÉCONOMIQUE.

APRÈS LE MICROCRÉDIT popularisé par Mohammed Yunus au Bangladesh, la micro-assurance tente d'apporter la preuve de sa validité économique. Pour Olivier Barrau, PDG d'Alternative Insurance Company (AIC), une compagnie haïtienne, « l'assurance a un rôle social d'amélioration de la qualité de vie » mais elle est aussi « l'un des meilleurs moteurs de l'économie ».

Depuis 2007, il a développé la micro-assurance sous forme d'assurance emprunteur en liaison avec les organes locaux de microcrédit Fonkoze puis Sogesol. Il compte déjà plus de 58.000 clients assurés de cette façon. Et il y a six mois, il a lancé Protecta, une micro-assurance décès individuelle. Elle compte déjà 3.000 adhérents et Olivier Barrau mise sur les nombreux Haïtiens établis à l'étranger qui transfèrent chaque année 1,6 milliard de dollars à leur famille. Le PDG d'AIC prépare une assurance contre les risques de catastrophes naturelles pour 2010. Représentant 5 % des 8,4 millions de dollars du chiffre d'affaires de la compagnie, la micro-as-

surance en constituera 30 % d'ici cinq ans, estime Olivier Barrau. Pour lui, cette activité est sans aucun doute « rentable sur le long terme ».

■ VINGT ANS D'EXPÉRIENCE

C'est sur cette question de la rentabilité et de l'efficacité économique que, depuis vingt ans, Maria Nowak, fondatrice en France de l'Association pour le droit à l'initiative économique (Adie) use de sa force de conviction. Elle raconte son expérience dans un livre sorti hier en librairie, « le Microcrédit ou le pari de l'homme » (Editeur Rue de l'échiquier), et ne manque pas d'arguments chiffrés : depuis 1989, l'Adie a distribué 177 millions d'euros de crédit, contribué à créer 70.000 emplois et 65 % des entreprises financées étaient en activité deux ans après leur création.

5 50.

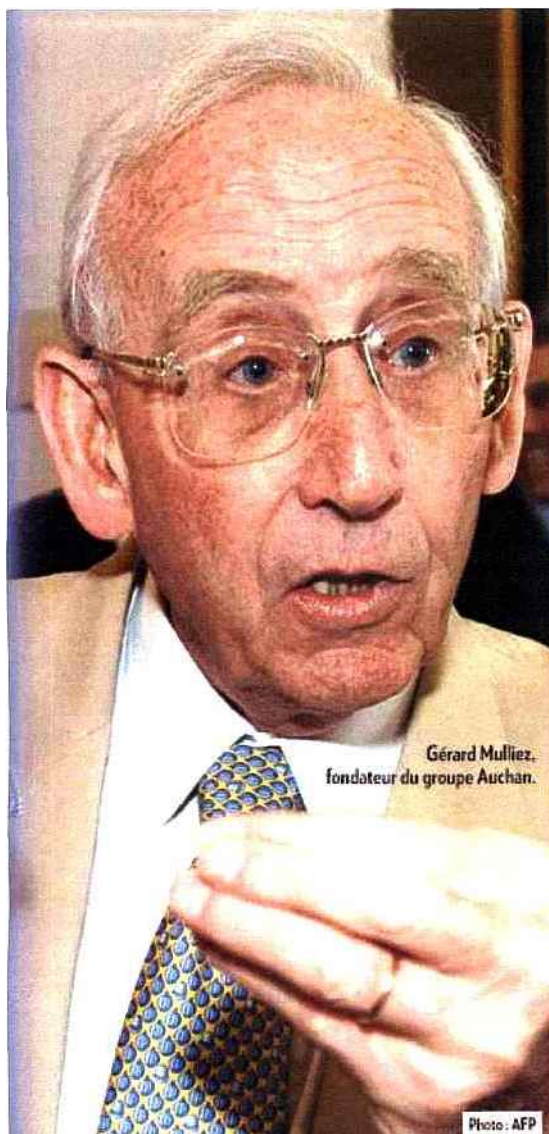


Mohammed Yunus, économiste bangladais et prix Nobel de la paix en 2006.

GÉRARD MULLIEZ, FONDATEUR DU GROUPE AUCHAN

« Il faut faire passer l'homme avant le fric »

Le patron de la dynastie familiale apporte son TÉMOIGNAGE D'ENTREPRENEUR.



Vos interventions publiques sont très rares, pourquoi avez-vous accepté de participer au World Forum Lille ?

La première raison est que Philippe Vasseur, le fondateur et l'animateur du Forum, me l'a demandé avec insistance. La seconde raison est que je veux combattre la méfiance qui existe vis-à-vis des entreprises familiales. Il est bon de montrer que pendant cinquante ans, on applique la même loi de la réussite et que ça marche. Je voudrais que d'autres suivent notre exemple.

Le comportement responsable des entreprises peut-il combler le fossé qui s'est creusé avec le public ?

En général, les entreprises ont un comportement responsable. Ne croyez pas qu'une entreprise se sépare de gaieté de cœur d'un salarié, par exemple. Mais il est certain que plus il y a d'écart de connaissance ou de distance, entre les actionnaires et ceux qui font le travail, plus il y a de risques de dérive. Le patron qui fait le tour de son usine tous les jours n'a pas ce problème de méconnaissance. Alors que celui qui est en haut de sa tour à New York... D'un autre côté, le manque de formation à l'économie de beaucoup de gens est aussi en cause. Combien confondent le chiffre d'affaires avec le bénéfice, par exemple. Tout le monde devrait terminer sa scolarité avec une éducation économique minimum et la connaissance de notions de base comme le bénéfice avant impôt, le compte d'exploitation, l'amortissement, etc.

La crise a tout de même révélé des excès. Comment y remédier ?

Il faut faire passer l'homme avant le fric. Un certain nombre d'abus ont été commis, car on a fait passer le fric avant l'homme. Je prône le retour à une certaine éthique et à une éthique certaine. Je constate que l'encyclique du Pape est parfaitement adaptée à cette situation, car elle dit que l'argent n'est pas un but en soi.

C'est donc une sorte de morale économique que vous voulez rétablir, y compris dans le secteur bancaire ?

Un banquier qui prête de l'argent à une entreprise lui apporte un grand service. Le métier de banquier, c'est celui-là. Le banquier qui joue avec l'argent en faisant de la spéculation sort de son métier, même s'il le fait au nom de ses clients. Ceci dit, on est tous coresponsables de ce qui s'est passé en demandant aux entreprises une croissance démesurée de leur valeur. Il est très difficile pour une grande entreprise d'avoir un taux de croissance annuelle de 10 %. En rythme normal, la croissance pour une entreprise s'établit plutôt à 6 % ou 7 %.

Les exigences en termes de rentabilité pour les entreprises cotées étaient de 15 %, voire plus, avant la crise. Cela vous semble déraisonnable d'y revenir ?

C'est impossible d'avoir 15 % ou 20 % de rentabilité de manière durable. 15 % par an signifie que vous doublez la taille de l'entreprise en cinq ans, c'est de la folie ! On ne peut le faire que lorsque l'entreprise est petite et encore, sur une courte période. Il ne faut pas avoir les yeux plus gros que le ventre.

On a beaucoup dit que certaines rémunérations de dirigeants et des traders étaient « pousse-au-crime » en la matière, qu'en pensez-vous ?

Un dirigeant qui est payé 200 fois de plus que le salarié de base est quelqu'un qui n'a pas de bon sens. Il n'y a aucune raison que ce dirigeant soit payé de façon démesurée. Gagner de l'argent sans apporter de valeur ajoutée comme un trader, j'appelle ça du vol. Le gouvernement aurait pu intervenir pour interdire les excès. Dans ma famille, il y a cinquante ans, la rémunération du patron était équivalente à 20 fois le salaire minimum du secteur textile. Nous sommes restés à peu près dans les mêmes proportions aujourd'hui pour la rémunération des directeurs généraux.

Que faut-il faire dans l'avenir pour éviter une crise comme celle que nous connaissons ?

On devrait mettre les traders sous le boisseau et mettre les gens qui travaillent en vitrine. Soit nous laissons faire les grands prédateurs, soit nous changeons toutes nos références sur ce qui est bien et ce qui est mal.

PROPOS RECUEILIS PAR SÉVERINE SOLLIER, À LILLE